



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 janvier 2013  
Français  
Original : anglais

---

## Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-cinquième session

### Compte rendu analytique de la 948<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 27 juin 2012, à 15 heures

*Président :* M. Wiwen-Nilsson (Vice-Président). . . . . (Suède)

## Sommaire

Finalisation et adoption d'un Guide pour l'incorporation de la loi type  
de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (*suite*)

Travaux futurs dans le domaine de la passation de marchés et dans les domaines  
connexes

Finalisation et adoption d'un Guide pour l'incorporation de la loi type  
de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

12-39173X (F)



Merçi de recycler 



*M. Wiwen-Nilsson (Suède), Vice-Président, prend la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 15.*

**Finalisation et adoption d'un Guide pour l'incorporation de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (suite)**  
(A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.2)

1. **Le Président** appelle l'attention sur le document A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.2 qui vient d'être distribué et invite les membres de la Commission à en prendre connaissance.

*La séance est suspendue à 15 h 20; elle est reprise à 15 h 45.*

**Travaux futurs dans le domaine de la passation de marchés et dans les domaines connexes (suite)**  
(A/CN.9/755)

2. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) déclare que les paragraphes 38 et 39 de la note du secrétariat consacrée aux travaux futurs possibles dans le domaine de la passation de marchés et du développement des infrastructures (A/CN.9/755) soulèvent des questions sur les moyens de faire en sorte que la Loi type soit incorporée, appliquée et interprétée par le plus grand nombre, de même que sur l'utilisation des méthodes de communication modernes pour diffuser les supports élaborés par la CNUDCI à l'appui de la Loi type. Le secrétariat souhaite déterminer dans quelle mesure le fonctionnement des publications des Nations Unies est à même d'autoriser le recours à des versions interactives et conviviales du Guide et d'autres documents à suivre.

3. Plusieurs délégations ont proposé des thèmes précis qui pourraient faire l'objet de documents additionnels, tels que la suspension et l'exclusion ou encore la planification des achats. Toutefois, il faudrait peut-être adopter une approche plus systématique pour identifier des domaines appropriés et la Commission pourrait estimer que, faute de savoir exactement quelles publications les organes s'occupant de questions connexes s'emploient à élaborer, il serait prématuré de prendre trop de mesures spécifiques.

4. **M. Imbachi Cerón** (Colombie) aimerait connaître l'opinion du secrétariat sur la proposition de sa délégation concernant la concurrence dans la passation de marchés publics. Les procédures

électroniques de passation posent des problèmes à certaines entreprises dont les moyens technologiques sont limités. Il serait donc bon que la Commission mette au point un mécanisme permettant aux secteurs public et privé d'établir des politiques de nature à prévenir la concurrence déloyale avant l'attribution des marchés.

5. La Colombie maintient son appui aux travaux de la CNUDCI dans d'autres domaines mais juge crucial de réguler la concurrence. Une politique claire pourrait donner aux entreprises les assurances qu'elles soumissionnent dans des conditions d'égalité.

6. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique), en référence à la diffusion de la Loi type, souhaite attirer l'attention du secrétariat sur le Réseau mondial d'informations juridiques (GLIN), projet de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis qui a pour but de constituer en ligne un corpus complet et accessible à tous de traités, statuts, règlements, décisions judiciaires et documents secondaires d'importance. Le Réseau s'efforce actuellement d'établir une base dans chaque pays, généralement dans le cadre du parlement. La CNUDCI pourrait peut-être faire participer les institutions nationales à ses activités en vue d'augmenter ses capacités internes.

7. **M. Fruhmann** (Autriche) estime que le secrétariat pourrait envisager des accords bilatéraux avec les institutions de différents États adoptants, qui fourniraient à ce titre des renseignements sur la passation de marchés publics et la jurisprudence y relative, créant de la sorte un réseau d'États qui appliquent la Loi type et bénéficiant ainsi d'un retour d'expérience pour les révisions de la Loi et les travaux futurs.

8. L'idée selon laquelle le Guide pour l'incorporation devrait être un document évolutif qui puisse être actualisé et enrichi par l'intermédiaire de l'Internet pourrait apporter une réelle valeur ajoutée; M. Fruhmann demande donc ce qu'il en est à ce stade.

9. **Le Président** indique qu'un réseau de gouvernements traitant de la jurisprudence relative aux instruments de la CNUDCI existe déjà et fournit des informations sur la Loi type et d'autres questions. Par ailleurs, le projet de décision portant adoption du Guide pour l'incorporation (A/CN.9/XLV/CRP.2) prévoit le retour d'expérience et l'actualisation du Guide évoqués par l'Autriche.

10. **M. Wang** (Norvège) convient que les travaux futurs dans le domaine de la passation de marchés publics devraient tenir compte d'autres instruments internationaux pertinents, y compris les initiatives actuelles et futures de l'Union européenne.

11. La Norvège souscrit à l'idée que les thèmes liés à la durabilité et à l'environnement devraient être abordés dans le cadre des propositions de travaux dont il n'est pas question dans la Loi type en ce qui concerne la passation de marchés publics ou par tout autre moyen adapté.

12. **M. Zhao Yong** (Chine) déclare adhérer aux idées proposées par la Colombie. En outre, il est très difficile pour les pays en développement de savoir quelle méthode de passation de marchés utiliser selon les cas. Par conséquent, dans ses travaux futurs, la CNUDCI devrait étudier les coûts et avantages de chaque méthode, ainsi que les infrastructures requises, afin de donner des orientations aux pays en développement.

13. **M<sup>me</sup> Leblanc** (Canada) rappelle que le secrétariat a noté que la Loi type de 2011 serait rarement incorporée sans un certain degré d'adaptation aux circonstances locales, mais que ces circonstances étaient variées et que les États présentaient fréquemment des cadre juridiques très similaires. On demande souvent au personnel de la CNUDCI d'apporter une assistance technique aux États pour l'incorporation; il serait donc utile de savoir si le rapport sur ses activités pourrait être publié, de telle façon que les meilleures pratiques puissent être échangées entre les États dont les cadres juridiques sont similaires.

14. **Le Président** note, à ce qu'il ressort des discussions, que les États membres accueilleraient avec intérêt des informations sur les expériences des autres dans la mise en œuvre de la Loi type, et qu'il serait éclairant à cet égard d'entendre les vues du secrétariat sur la manière dont cette attente pourrait être satisfaite.

15. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) signale que l'Institute of Peace de son pays dispose d'un programme relatif à la sécurité, aux activités de police et à l'état de droit, dont le principal produit consiste dans un recueil des meilleures pratiques mondiales, qui semble très proche de l'idée à l'étude.

16. S'agissant des travaux futurs, la CNUDCI a organisé il y a quelques années un colloque sur la fraude commerciale et l'utilisation abusive de ses instruments. Cependant, la question n'a pas été confiée

à un quelconque groupe de travail et M. Lorken n'a pas connaissance des résultats de cette réunion.

17. **Le Président** explique que le colloque a donné lieu à l'élaboration d'indicateurs de fraude commerciale, qui pourraient être utiles aux membres de la Commission à des fins de référence. Toutefois, les délégations doivent garder à l'esprit que la CNUDCI s'occupe essentiellement de droit, et que certaines propositions peuvent donc ne pas correspondre à son mandat ni à ses moyens.

18. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) déclare que la CNUDCI souhaite naturellement que ses travaux soient diffusés le plus largement possible. D'excellentes idées ont été avancées qui supposeraient que le secrétariat entreprenne de nouvelles activités et fournisse divers types de service. On attend également de lui qu'il assure un suivi des travaux antérieurs tout en préparant les travaux futurs; au fil du temps, le nombre croissant de textes nécessite une diffusion et une mise en œuvre plus larges. Toutefois, les moyens du secrétariat sont limités. En 2012, sa taille et ses ressources sont les mêmes qu'au moment de sa création, en 1968.

19. Le système utilisé pour compiler la jurisprudence relative aux instruments de la CNUDCI est exploité dans les six langues de l'ONU et les capacités du secrétariat en la matière ont atteint leurs limites. Il serait bon que les États eux-mêmes contribuent à la compilation de la jurisprudence sur la passation de marchés. Cela dit, le secrétariat aurait toujours besoin de ressources complémentaires pour diffuser les informations ainsi rassemblées sous la forme d'un recueil de jurisprudence.

20. **M<sup>me</sup> Mokaya-Orina** (Kenya) observe que la Loi type a constitué la pierre angulaire de la réforme des achats dans de nombreux pays, y compris le sien; elle estime néanmoins que cette Loi doit être actualisée pour traiter également de certaines questions telles que les communications électroniques dans les procédures de passation des marchés publics.

21. **M. Mugasha** (Ouganda) souligne que, si la Commission s'attèle actuellement à la question de la passation des marchés publics, il n'en est pas moins nécessaire de tenir compte aussi de l'intérêt manifesté pour des domaines comme la microfinance et les contrats internationaux. Les différentes propositions devront être examinées afin d'établir des priorités et il

serait utile de savoir quand la Commission compte entreprendre cette démarche.

22. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) précise que certains des thèmes additionnels énoncés dans le document A/CN.9/755 qui portent sur la passation de marchés ne se prêtent pas facilement à une prise en considération dans la Loi type et qu'il n'est pas judicieux de soulever de nouveau la question à ce stade. Plusieurs délégations ont exprimé un vif intérêt pour la poursuite des travaux sur des aspects spécifiques dont elles considèrent qu'ils sont importants pour leur pays comme pour d'autres, et le secrétariat pourra peut-être engager, dans le domaine de la passation de marchés, des activités susceptibles de répondre à ces préoccupations.

23. S'agissant des diverses questions relatives aux partenariats public-privé et aux infrastructures à financement privé, nombreux sont apparemment ceux qui souhaitent maintenir les efforts déployés jusqu'à présent. Il est envisagé d'organiser un colloque afin d'identifier les travaux que la CNUDCI pourrait mener avec profit à cet égard. Si le Groupe de travail est appelé à mener de nouvelles activités en la matière, il aura besoin d'un mandat clair.

*La séance est suspendue à 16 h 35; elle est reprise à 16 h 55.*

24. **Le Président**, résumant les échanges, déclare qu'au moment de se prononcer sur les travaux futurs il importera de rappeler que le mandat de la CNUDCI porte sur les questions et produits juridiques. Cela dit, il semble qu'il faille, de l'avis général, poursuivre les travaux relatifs aux partenariats public-privé et aux infrastructures de financement privé, en application d'un mandat à définir à la faveur d'un colloque.

25. La Commission a également indiqué qu'elle entendait rassembler des informations sur la mise en œuvre de la Loi type et les problèmes éventuellement rencontrés dans ce cadre, puis les mettre à la disposition des États par son intermédiaire. Il y a toutefois des limites à ce qu'elle est en mesure de faire et elle ne devrait pas sous-estimer les ressources nécessaires pour mener à bien pareille tâche.

26. Concernant les aspects spécifiques de la Loi type, tels que les coûts et avantages liés à l'utilisation de certaines méthodes de passation de marchés, la durabilité ou les pratiques responsables en matière d'achats, et bien que la Commission ait indiqué qu'elle les examinerait volontiers, il faut compter avec les

limites imposées par les contraintes budgétaires et le mandat de la CNUDCI. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel se charge déjà des aspects socioéconomiques de la durabilité et elle est mieux placée pour le faire.

27. En conclusion, il faudrait confier au secrétariat, en consultation avec les membres, la tâche de préparer un colloque destiné à fournir à la Commission les éléments nécessaires pour qu'elle puisse, en 2013, décider en connaissance de cause de la teneur et de la portée de ses travaux futurs. Concernant la collecte et la diffusion de renseignements sur la mise en œuvre de la Loi type, le secrétariat devrait être prié d'étudier la question et de déterminer ce qui est faisable compte tenu des ressources et au vu de l'expérience tirée du système utilisé pour compiler la jurisprudence relative aux instruments de la CNUDCI.

28. Par conséquent, la Commission ne traitera pas des questions relatives à la gestion des contrats et à la planification des achats. Même si la suspension et l'exclusion peuvent être vues comme une suite donnée à la Loi type, il n'est pas opportun d'entreprendre de nouvelles activités visant à enrichir ou modifier cette Loi. Enfin, la durabilité ne saurait être considérée comme relevant du domaine juridique.

29. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) demande si le secrétariat devra établir que certains des thèmes qui ne feront pas l'objet de travaux futurs sur la Loi type pourront ou non être abordés dans un document, et s'assurer que les documents pertinents auront été élaborés par d'autres organisations œuvrant dans le domaine considéré.

30. **Le Président** répond qu'il comprend que le secrétariat n'est pas censé élaborer de documents, mais simplement de recueillir et de diffuser des renseignements concernant la Loi type et sa mise en œuvre.

31. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) rappelle que le Groupe de travail est saisi depuis des années de la possibilité d'élaborer des documents et qu'il ne l'a jamais rejetée, bien qu'il ne l'ait jusqu'à présent pas examinée dans le détail. La difficulté tient évidemment à un manque de moyens, pour des raisons liées à l'affectation des ressources au sein du secrétariat. À en juger par les manifestations d'intérêt de la Chine, de la Colombie et de la Norvège, il apparaît que les aspects touchant aux coûts et avantages, à la durabilité et à la concurrence revêtent une importance particulière. Sans

les écarter complètement, il convient néanmoins d'en mesurer le poids relatif et de déterminer s'ils relèvent du mandat de la CNUDCI.

32. **Le Président** précise que la CNUDCI n'a pas pour mission d'aborder en profondeur les questions de coûts et avantages et de durabilité; elle devrait plutôt concentrer son action sur la Loi type.

33. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) déclare que le secrétariat pourrait recenser les éléments disponibles sur ces aspects et en rendre compte à la Commission, qui serait alors à même de décider si l'on dispose d'orientations suffisantes dans tel ou tel domaine.

34. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) estime que les travaux de l'Office of Technology Assessment du Congrès des États-Unis pourraient constituer un exemple utile, étant donné qu'il ne s'agit pas de recherche originale mais d'une activité d'évaluation des travaux de recherche existants à l'intention du Congrès.

35. **Le Président** déclare que s'il n'y a pas d'objection au résumé des échanges il considèrera que la Commission souhaite adopter les conclusions qui y sont énoncées.

36. *Il en est ainsi décidé.*

**Finalisation et adoption d'un Guide pour l'incorporation de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics** (*suite*)  
(A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.1 et CRP.2)

37. **M. Mugasha** (Ouganda), Rapporteur, présentant la partie du projet de rapport qui a trait au point 4 de l'ordre du jour (A/CN.9/XLV/CRP.1 et Add.1 et 2), déclare que celle-ci contient une synthèse de l'examen par la Commission des propositions concernant le Guide pour l'incorporation de la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics et porte en particulier sur les décisions qui ont été prises.

38. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique), notant que l'expression « user-friendly » est employée au paragraphe 1 du document A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.1 [dans le texte français, « lisible »] et au paragraphe 19 de l'additif 2 [dans le texte français, « maniables »], demande si l'on ne pourrait pas faire une observation plus générale.

39. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) rappelle qu'au début des délibérations il a été dit que la Commission reviendrait sur cette question. La solution la plus

simple consisterait à supprimer la première occurrence et de conserver tel quel le paragraphe 19 de l'additif.

40. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) observe qu'il est dit au paragraphe 2 que la Commission « a approuvé le texte du projet de Guide contenu dans le document A/CN.9/WG.1/WP.79 », ce qui donne à penser qu'elle a approuvé l'ensemble du projet de Guide, alors que son approbation n'a porté que sur ce document, non sur l'additif. Il propose que la formulation soit modifiée de manière à indiquer plus précisément que la Commission « a approuvé la partie du texte du projet de Guide qui figure dans ... ».

41. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) déclare que le secrétariat comprend la nécessité de veiller à la cohérence d'ensemble des formules utilisées dans le rapport. Par conséquent, chaque additif fera référence à « la partie du texte ... qui figure ... ».

42. **M. Fruhmenn** (Autriche) estimerait plus juste que l'alinéa c) du paragraphe 3, où il est avancé que « la collusion constituerait probablement une violation du droit de l'État », se lise comme suit : « la collusion constituerait une violation du droit de l'État ». À l'alinéa e), qui se rapporte à un point soulevé par l'Autriche, il est dit que « la complicité de collusion de la part de l'entité adjudicatrice n'est pas rare ». Or, techniquement, ce n'est pas l'entité adjudicatrice, à savoir l'État, qui peut se rendre complice de collusion avec le soumissionnaire; il s'agit en fait des représentants de l'État. L'alinéa devrait donc être corrigé en conséquence, soit « la complicité de collusion de la part des représentants de l'entité adjudicatrice n'est pas rare ».

43. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) considère que la deuxième phrase du paragraphe 9 appelle un travail de réécriture pour plus d'exactitude. Il propose ainsi de la modifier pour qu'elle se lise comme suit : « ... dans les enchères électronique inversées serait donc inclus, qui se fonderait sur l'examen des avantages potentiels du recours aux centrales d'achats ... », supprimant ainsi la référence à l'alinéa 4 a) du paragraphe 4 et conservant uniquement la mention des « alinéas g) et i) du paragraphe 4 », seuls pertinents en l'occurrence.

44. **Le Président** rappelle que l'alinéa a) du paragraphe 4 a été cité par l'Autriche et que la référence qui y est faite ne saurait dès lors être supprimée.

45. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) précise que ses observations ont trait à un problème de formulation. La référence à l'efficacité administrative qui est faite à l'alinéa a) du paragraphe 4 ne se rapporte pas aux tiers mais aux centrales d'achat.

46. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) propose d'amender le paragraphe afin qu'il se lise comme suit : « qui se fonderait sur l'examen de l'efficacité administrative, à l'alinéa a) du paragraphe 4, et des avantages potentiels du recours aux centrales d'achat, aux autres alinéas ».

47. **M. Fruhmann** (Autriche) demande des précisions sur les termes qui seront utilisés pour le paragraphe 8 au vu des observations qui ont été faites au sujet du paragraphe 2.

48. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) signale que le secrétariat doit, ainsi qu'il en a été prié, reformuler le paragraphe 2 comme suit : « La Commission a approuvé la partie du texte du projet de Guide qui figure dans le document A/CN.9/WG.I/WP.79 ». Pour des raisons de cohérence et afin d'éviter tout malentendu, le paragraphe 8 sera donc lui aussi révisé de manière à se lire : « La Commission a approuvé la partie du texte du projet de Guide qui figure dans le document A/CN.9/WG.I/WP.79/Add.10 ».

49. **M. Zhao Yong** (Chine) observe que les termes « enchères électroniques inversées » et « enchères » sont employés de façon interchangeable au paragraphe 9, et estime à cet égard qu'il faudrait amender le texte dudit paragraphe en s'inspirant du paragraphe 17 de l'additif 2, qui répond dûment aux préoccupations exprimées par la délégation chinoise.

50. *Le document A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.1, modifié oralement, est adopté.*

51. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) demande des précisions au sujet du paragraphe 3 du document A/CN.9/XLV/CRP.1/Add.2.

52. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) propose que le paragraphe, si les membres jugent que la formulation n'en est pas assez claire, soit modifié de façon suivante à se lire comme suit : « The Secretariat was instructed to ensure consistency in the discussion of similar issues throughout part III of the Guide, ensuring that the relative emphasis on the constituent elements remained the same throughout » [le texte français ne présente pas d'ambiguïté].

53. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) demande des précisions sur le sens du membre de phrase « éviter d'utiliser le mot "auteur" lorsqu'on modifierait le paragraphe 29 », à l'alinéa d) du paragraphe 4.

54. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) explique qu'instruction a été donnée d'employer [en anglais] l'expression « issuers of documents » ou un terme similaire [et non « author »].

55. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) déclare que la dernière phrase du paragraphe 5 décrit ce qui lui semble être une tâche particulièrement ambitieuse, et demande donc des éclaircissements.

56. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) rappelle que la Colombie a soulevé la question d'adapter la Loi type aux circonstances locales. Elle propose d'amender le texte de manière à ce qu'il se lise [en anglais] comme suit : « The Commission also confirmed that the discussion in the Guide should remain ... ».

57. **M. Grand d'Esnon** (France) signale que l'alinéa a) du paragraphe 6 pourrait être compris comme signifiant que la Loi type autorise un État à ne pas respecter les normes internationales.

58. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) déclare que la version anglaise sera révisée pour que le passage se lise comme suit : « ... risks violating free trade commitments » [« peut contrevenir », en français, devenant alors « risque de contrevenir », ou une formule similaire].

59. **M. Zhao Yong** (Chine) souligne que la dernière phrase du paragraphe 8 mentionne uniquement l'une des vocations d'une garantie de soumission, dont l'objectif principal est de limiter le risque associé aux appels d'offres et d'éviter les soumissions déraisonnables. C'est plus précisément la garantie de bonne exécution qui a pour but de lever les inquiétudes quant à la qualification et à l'aptitude du fournisseur.

60. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) déclare que le texte sera modifié de façon à évoquer « l'une des vocations d'une garantie de soumission ... ».

61. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) observe que le membre de phrase « le Guide énoncerait clairement qu'il ne faudrait pas considérer que le fait d'exiger une garantie de soumission était la norme » semble exprimer une position plus ferme que celle qui est ressortie des débats.

62. **Le Président** rappelle que le rapport est censé rendre compte des conclusions auxquelles est

effectivement parvenue la Commission, et que celle-ci, en l'occurrence, a bel et bien conclu qu'exiger une garantie de soumission ne devrait pas être la norme.

63. **M. Wallace** (États-Unis d'Amérique) considère que le paragraphe 11 ne reflète pas exactement la position de la Commission et devrait donc être amendé. Notant qu'il est indiqué au paragraphe 19 que « la Commission a approuvé les autres parties du Guide », il demande s'il incombe à celle-ci de prendre quelque autre mesure juridique à cet égard.

64. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) explique que le texte du paragraphe 19 est nécessaire à l'adoption formelle du Guide.

65. **Le Président** souhaite que la gratitude de la Commission à l'endroit du secrétariat soit inscrite au procès-verbal, puisque des remerciements formels ne peuvent figurer dans le Guide.

66. **M. Fruhmann** (Autriche) estime que le premier paragraphe du projet de décision portant adoption du Guide pour l'incorporation de la Loi type de CNUDCI sur la passation des marchés publics (A/CN.9/XLV/CRP.2) devrait comporter une référence aux additifs 1 à 3, car ces documents rendent compte des délibérations qui ont abouti à la modification et à la finalisation du texte.

67. Si le paragraphe 5 entérine les efforts visant à établir un mécanisme de suivi des pratiques concernant l'utilisation de la Loi type et du Guide, il ne va toutefois pas assez loin dans l'idée d'un Guide, qui puisse être continuellement actualisé.

68. Enfin, M. Fruhmann demande des précisions sur la mention qui est faite de « divers organismes ... et d'autres mécanismes » au paragraphe 6.

69. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat), en réponse au représentant de l'Autriche, indique que le Guide pour l'incorporation sera adopté à la session en cours et que les documents synthétisant les délibérations de la Commission y seront cités. Pour ce qui concerne le deuxième point, l'actualisation du Guide nécessitera une autre décision de la Commission, qui expliquera les termes utilisés.

70. La question du mode de diffusion n'a pas été abordée dans le projet de décision. Si la Commission estime que le secrétariat devrait être autorisé à se charger de la publication en optant de lui-même pour la manière qui lui semblera la plus adaptée, une

disposition à cet effet devra être incluse dans le paragraphe 2.

71. S'agissant du paragraphe 6, des termes semblables ont été employés lorsque la Commission a adopté la Loi type. L'expression « organismes s'occupant de la réforme de la passation des marchés » désigne les banques multilatérales de développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques et d'autres, tandis que les « mécanismes » comprennent l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que d'autres conventions.

Si la Commission juge qu'il convient de revoir sensiblement la formulation du projet de texte, elle peut décider d'attendre le lendemain pour se prononcer.

72. *Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 18 h 5.*